

Sous les décombres de Gaza

Un Moyen-Orient en recomposition ?

Joseph Bahout

La tragédie du 7 octobre 2023 comme la guerre de Gaza qu'elle déclenche méritent d'être replacées dans un contexte plus large, si l'on veut éclairer ce qui s'est produit ce jour-là, mais aussi les dynamiques à l'œuvre depuis dans l'évolution géopolitique du Moyen-Orient.

Une région en voie de normalisation ?

Quel était l'état de la région, et de ses relations avec le reste du monde, à la veille du 7 octobre ? Le premier élément qui planait sur la région était peut-être l'interrogation sur le temps que durerait encore l'implication américaine au Moyen-Orient, et surtout sa nature et sa densité. Depuis plusieurs années en effet, les États-Unis souhaitent se retirer de la région – ou à tout le moins y alléger leur empreinte, la priorité étant donnée, depuis l'administration Obama, au pivot vers l'Asie, auquel a correspondu le retrait progressif d'Irak et d'Afghanistan. L'irruption de la guerre en Ukraine a ensuite redonné une place plus centrale à l'Europe dans la politique étrangère des États-Unis.

À un niveau plus global, la conflictualité commençait à diminuer au Moyen-Orient. Le conflit en Ukraine avait provoqué un recentrage sur l'est de l'Europe et la question de la Russie reprenait de l'importance au même titre que les tensions à Taïwan, ou la perspective d'une nouvelle guerre froide entre la Chine et les États-Unis. La question

moyen-orientale perdait donc en actualité et en importance sur la scène géopolitique mondiale.

Une autre des nouveautés, pendant un temps du moins, a été la crispation relative des relations entre les États-Unis et Israël. L'administration américaine, sous Joe Biden, ne cachait plus ses désaccords avec les politiques menées par Benyamin Netanyahou et le blanc-seing donné à la colonisation en Cisjordanie. À quoi s'ajoutait, de manière inédite, l'amorce d'un rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, et l'entrée en scène dans la région de la Chine.

Mais ce sont les accords d'Abraham et la perspective d'une normalisation israélo-arabe qui constituaient le véritable tournant. Or celle-ci se faisait au détriment de la question palestinienne, qui avait littéralement disparu des négociations. Les accords d'Abraham, encouragés par les États-Unis, peuvent s'interpréter comme la tentative, pour ces derniers, de solder tous leurs comptes dans la région. Ils s'inscrivent dans la continuité du « *deal* du siècle » proposé par Trump en 2020, qui reconnaissait Jérusalem comme capitale d'Israël, l'annexion de certaines parties de la vallée du Jourdain et de la Cisjordanie occupée, et abolissait à jamais le droit au retour des réfugiés palestiniens. Ces accords israélo-arabes étaient vus comme l'assurance qu'il n'y aurait plus de foyer de tension dans la région.

À tout cela s'ajoute enfin le dossier nucléaire iranien, qui chancelait sans être vraiment résolu, mais sans entrer dans l'oubli non plus.

De tout cela se dégageait l'impression, dominante dans la région, d'une détente, d'une grande restauration, transactionnellement pacifique, et d'une consolidation des pouvoirs en place.

C'est dans ce contexte que survient alors l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » lancée par le Hamas le 7 octobre dernier. Et, aujourd'hui en tout cas, au vu de tous ces éléments, il est bien tentant de dire que celle-ci a représenté une victoire pour le Hamas, dans sa tentative d'interrompre la normalisation des rapports entre Israël et l'Arabie saoudite, de saboter les accords d'Abraham et de remettre la question palestinienne au centre de la scène.

Une rupture majeure

Les attaques du 7 octobre ont instantanément remis toutes ces questions en jeu.

Comme le 11 septembre 2001 en son temps, ou les soulèvements des « printemps arabes », puis l'apparition de Daech, elles signifient d'abord que si les États-Unis veulent quitter la région, celle-ci, en retour, refuse de les quitter. C'est un rappel brutal que les États-Unis ne peuvent s'en affranchir, car s'il existe encore un format diplomatique pour négocier une solution au conflit israélo-palestinien, celui-ci pourra difficilement se passer des États-Unis et de leur rôle d'intermédiaire dans cette région. Immanquablement, ils devront maintenant réinvestir cette question, ne serait-ce que parce que l'Europe, qui devrait pouvoir jouer ce rôle, n'existe pas encore comme voix politique et diplomatique d'envergure, et ne serait-ce aussi que parce que tout autre format arabe est, lui aussi, absent.

Après ces attentats, la question palestinienne fait retour, de façon extrêmement violente. Ils agissent dans leur horreur comme une gifle, un retour du refoulé pour l'opinion publique mondiale, ce qui était probablement clairement le but de l'attaque du Hamas.

Les événements du 7 octobre et les bombardements israéliens sur Gaza qui s'ensuivent ont, par exemple, provoqué un raidissement instantané de l'Arabie saoudite. Celle-ci n'a pas condamné les attaques du Hamas, elle a eu des mots très durs pour Israël et ses différents communiqués officiels depuis pourraient ressembler à ceux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans les années 1980 : ils demandent le retour aux frontières de 1967, l'arrêt de la colonisation, la solution à deux États... et ne font que mention timide, en tout cas jusque-là, de l'initiative de paix arabe de 2002.

Le résultat est bien la mise à l'arrêt – temporaire ? – de la normalisation des rapports entre Israël et Arabie saoudite. Sur le long terme, si l'on peut penser que celle-ci va néanmoins se poursuivre, les discussions ne pourront reprendre sans y inclure la question palestinienne ; et celle-ci va devenir une carte dans la manche de la monarchie saoudienne, un élément par ailleurs bénéfique à la construction de sa légitimité par un prince héritier accélérant les préparatifs de sa succession au trône.

En effet, c'est autour de la question palestinienne que s'est jouée en partie la compétition irano-arabe. Si l'Iran a gagné en influence dans tout le Moyen-Orient ces dernières années, c'est aussi parce qu'il a su s'engouffrer, *via* le Hezbollah et le Hamas, dans le vide laissé par les États arabes dans la défense de la cause palestinienne. Et ces derniers comprennent aujourd'hui, sans peut-être avoir les moyens de changer, qu'il faut corriger le tir.

C'est pourquoi les États arabes régionaux se mobilisent à nouveau sur la question palestinienne. Ils affirment leur volonté de reconquérir ce terrain, tout en sachant que l'Iran en restera un acteur majeur, ce qui constitue déjà l'un des grands éléments de recomposition de la région et des grands acteurs admissibles à en façonner les équilibres. Ces États arabes importants, l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Qatar, qui avaient pour ainsi dire abandonné cette question, se remettent à parler du format diplomatique afin de régler la question palestinienne, en défendant pour la plupart la solution à deux États auprès des Américains, avec en filigrane la compétition avec l'Iran, aujourd'hui fort de plusieurs cartes régionales, de l'Irak au Liban et de la Syrie au Yémen. Ce sera là l'un des grands enjeux géopolitiques du Proche-Orient dans les années à venir.

La sécurité d'Israël en péril

Le 7 octobre aura également mis en évidence la grande fragilité de l'État d'Israël. Une fragilité d'abord visible au niveau technique, militaire et stratégique, avec les interrogations que l'on sait sur d'éventuelles défaillances de l'armée ou des services de renseignement, mais une fragilité également au plan politique et social, confinant même à la crise de confiance en soi et dans l'avenir.

On constate ainsi désormais les effets corrosifs des gouvernements successifs de Netanyahu et de leur idéologie. Il en résulte une société déchirée, en proie au doute, travaillée par la radicalisation de l'extrême droite et des colons ultranationalistes et ultraorthodoxes. La société israélienne présente aujourd'hui deux visages : l'un très désemparé, l'autre de plus en plus effrayant. Depuis quelques années, on voit en Israël l'État et la société se fissurer profondément. Certains observateurs estiment, par exemple, que la réponse défaillante aux attentats du 7 octobre s'explique

par la défiance qui s'est installée entre les cadres de l'armée israélienne et la classe dirigeante. C'est ainsi qu'il faut comprendre le choc, y compris visuel, qu'ont représenté ces images de combattants du Hamas qui envahissent le territoire israélien, de civils courant dans tous les sens et des exactions commises dans la foulée. Un tel spectacle était jusqu'ici proprement impensable. Le mythe de la citadelle, de l'inviolabilité du territoire israélien, a été renversé avec cette attaque, et cela va forcément laisser des marques profondes dans la psyché israélienne. Ce qui veut dire aussi qu'il faudra des garanties de sécurité considérables pour que la population israélienne puisse accepter, demain, un État palestinien.

Le jour d'après

Tout va bien sûr dépendre du déroulement et de l'issue de la guerre à Gaza. Netanyahu l'avait commencée en posant des buts de guerre inatteignables, en parlant d'éradiquer le Hamas, de créer une nouvelle réalité à Gaza et de reconfigurer le Moyen-Orient. Ces buts de guerre ont déjà évolué et ont été revus à la baisse ; il s'agit surtout maintenant d'amenuiser les capacités et l'infrastructure opérationnelle du Hamas, mais la question de la libération des otages reste également déterminante. Seulement, dans cette guerre, on voit aussi qu'il s'agit d'exercer une vengeance, d'exprimer une rage, une volonté de frapper douloureusement la société gazaouie, qui échappe à toute rationalité militaire et qui augure très mal de la suite.

Si l'idée est aujourd'hui admise qu'il faut absolument aller vers la relance d'un processus de paix, dont chacun, les acteurs internationaux surtout, voit à présent l'incontournable nécessité, une fenêtre pour cette entreprise existe, mais elle est étroite et peut rapidement devenir impraticable. Toutes les déclarations américaines évoquent de nouveau la création d'un État palestinien, mais comment y parvenir, avec quels acteurs autour de la table et sous la houlette de quelle instance d'arbitrage acceptable par tous ? Autant de questions cruciales qui se posent déjà et qui se poseront encore plus dès la survenue de ce fameux « jour d'après ».

Côté israélien, il y aura vraisemblablement un nouveau leadership – une fois la dépouille politique de Netanyahu enterrée –, mais quel pourra être le degré d'acceptation, par les politiques comme par la société israélienne, d'un État palestinien, après le choc d'un voisinage létal avec Gaza ?

Les événements depuis le 7 octobre auront poussé le doute à s'instiller, y compris chez les plus modérés d'une classe politique israélienne encore à reconfigurer, mais aussi chez l'ensemble des élites, tétanisées par ce qui s'est passé.

Du côté palestinien, il faudra également refonder, recomposer une autorité et une direction collégiale, sur l'érosion sans doute terminale de l'autorité de Mahmoud Abbas et de ses réseaux – surtout si la déstabilisation finit par adjoindre, à moment donné comme il faut le craindre, la Cisjordanie au brasier de Gaza. Le rôle des États arabes – Qatar, Arabie saoudite, Égypte et Jordanie surtout – sera crucial à cet égard. Mais comment procéder après la campagne d'éradication que mène Israël dans la bande de Gaza? Quelle autorité civile, sécuritaire et édilitaire s'y substituera? Que faire de et comment traiter le près d'un million de Gazaouis déplacés, du nord au sud aujourd'hui, encore plus loin peut-être plus tard? Comment réintégrer les 40 000 à 50 000 fonctionnaires du Hamas à une administration qu'il s'agira, même difficilement, de reformer? Les précédents en Irak et en Afghanistan, s'ils montrent qu'il faut anticiper ces questions en amont de toute guerre visant à un changement de régime, montrent aussi les limites de l'exercice et ses multiples effets pervers.

La question du temps sera également éminemment critique. Quand bien même une grande conférence de paix serait lancée, le processus prendrait sans doute un an et demi à deux ans; or, entretemps, Joe Biden, l'un des derniers représentants de la tradition internationaliste américaine, risque fort de perdre les élections de 2024, rendant très incertaine la position ultérieure d'une Amérique déjà tentée, avant le 7 octobre, par l'allègement de son fardeau moyen-oriental.

Ce qu'il s'agira alors de craindre, en parallèle et en concurrence de scénarios comme celui de combats qui s'enlisent vers la guerre d'usure ou encore celui de la confrontation régionale généralisée, c'est un scénario semblable à celui de l'après-guerre du Liban en 2006: un Hamas sortant plus ou moins indemne, mais dans un Gaza exsangue. Les acteurs de type djihadiste seraient alors renforcés un peu partout dans la région, sous la houlette de l'axe mené par l'Iran, dans un paysage international devenu encore plus compliqué par ses polarisations. Une grande conférence de paix aujourd'hui ne ressemblerait ni à celle de Madrid, ni à celle d'Oslo. La Russie entend désormais jouer un rôle au Moyen-Orient, tout comme

la Chine ; et le Moyen-Orient pourrait alors redevenir l'un des nouveaux multiples théâtres latéraux d'affrontements sanguinaires pour les quinze prochaines années.

Les responsabilités européennes

Dans cette nouvelle étape du conflit israélo-palestinien, l'Europe est concernée au premier chef. Cette responsabilité est d'abord historique. Comme le montrent les travaux essentiels d'Henry Laurens, par exemple, cette question est d'abord l'un des héritages des politiques impériales des cent dernières années, elle est un dérivé de l'histoire coloniale de l'Europe¹.

Or si l'Europe veut jouer un rôle géopolitique dans le pourtour méditerranéen, ce qu'elle a échoué à faire jusqu'à maintenant, elle devra obligatoirement réinvestir la question israélo-palestinienne, et donc retourner, de façon plus créative, au chevet d'une région qui commence à lasser tout le monde, y compris le voisinage nord de la Méditerranée. C'est là également une question de cohérence politique, en tout cas pour les élites intellectuelles et civiles européennes, si ce n'est celle du discours, devenu creux, de Bruxelles. On ne peut pas aujourd'hui défendre le peuple syrien contre le régime Assad, ou le peuple égyptien contre celui de Sissi, et ne pas défendre le droit des Palestiniens à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté. C'est là la même question, celle de droit historique, de dignité et de justice.

À en juger par les premières réactions des dirigeants européens (on pense aux positions sans nuances d'Ursula von der Leyen, ou encore aux sinieuses oscillations d'Emmanuel Macron), ce chemin sera, il faut le craindre et l'anticiper, long et difficile. Pour toutes ces raisons, l'Europe risque fort de rester pour longtemps encore inaudible, alors que la responsabilité historique qu'elle a à assumer est immense.

En finançant l'Autorité palestinienne, l'une des machines les plus corrompues du Moyen-Orient, l'Europe a cru, depuis Oslo, pouvoir acheter l'enterrement de la question palestinienne. Mais comment peut-on arriver à la solution à deux États si l'on n'ose pas dire aux Israéliens que la colonisation a précisément tué cette idée, qu'Israël se conduit en Cisjordanie

1 - Voir notamment Henry Laurens, *Le Passé imposé*, Paris, Fayard, 2022.

comme une armée d'occupation dans le silence total des Européens et que les représentants légitimes du peuple palestinien ne sont pas ceux que l'on désigne à Bruxelles ou ailleurs ? Là encore, impossible d'évoquer quelque solution que ce soit, celle à deux États ou toute autre, si ces réalités ne sont pas prises en compte – avec lucidité, mais aussi avec courage.

L'Europe devra donc également interroger son propre deux poids deux mesures à l'égard des ultranationalismes totalitaires israélien et palestinien, elle qui évoque à raison la barbarie du Hamas, mais ne parle jamais de l'instrumentalisation par Netanyahou de l'Ancien Testament pour justifier l'effacement de villages entiers, elle qui cite les réticences palestiniennes à accepter une solution au rabais, sans jamais confronter la méthodique démolition, par tous les gouvernements israéliens successifs depuis quinze ans, de toute possibilité physique et humaine de création d'un État palestinien, si émasculé soit-il. Il va donc falloir beaucoup de courage politique et moral à l'Europe si elle entendait, demain, jouer un rôle dans cette nouvelle phase du conflit, et, au-delà, dans un Proche-Orient en proie à des fièvres ravageuses.

Vu du Liban, entre solidarité et crainte

Depuis le Liban d'où ces lignes sont écrites, les événements qui se succèdent depuis le 7 octobre ont été vécus sur plusieurs modes différents et en partie contradictoires. La première réaction a sans aucun doute été la surprise et l'effroi. Avec les attentats, l'idée qu'on allait vers une forme d'adoucissement de la situation régionale a été brutalement remise en question. Il y a une grande appréhension dans la population libanaise à l'égard de ce nouveau regain de violence et quant aux conséquences de la guerre à Gaza sur la région, qui réveille bien sûr la crainte de l'extension du conflit.

Mais en dépit de la barbarie du 7 octobre, une forme de consensus autour de l'idée que ces atrocités ont eu lieu en réponse à des années d'oppression, d'injustice et d'occupation, et à la volonté, dans la dernière décennie, de passer la situation des Palestiniens sous silence, se fait, curieusement et paradoxalement, même dans des segments de la société où le pro-palestinisme n'avait plus, depuis bien longtemps, droit de cité. À en croire des sondages divers, l'opinion libanaise est à la fois en

solidarité à l'égard des Palestiniens, en effroi et critique de la barbarie de la riposte israélienne, tandis qu'une même proportion exprime sa crainte et son refus d'une extension du conflit au Liban et de l'entrée en guerre de Hezbollah dans ce dernier (près de 70 % pour les deux aspects).

Cette flambée de violence à Gaza réveille par ailleurs le spectre de la guerre de 2006 ainsi que celui de la division interne du pays. Au vu de la situation catastrophique du Liban, si jamais le Hezbollah poussait à la guerre, tout le monde devine que la réponse israélienne détruirait complètement le pays, avec pour risque de voir alors un exode des populations chiïtes du sud en direction du nord, vers Beyrouth et le mont Liban, et la perspective de fortes frictions qui risqueraient bien de mener à l'affrontement civil. Plus profondément, les Libanais se rendent compte que toutes les fragilités sur lesquelles ils vivent depuis l'explosion du port de Beyrouth, l'effondrement économique historique, la révolte avortée qui s'est exprimée à travers les manifestations de 2019-2021, risquent de se trouver décuplées si jamais le pays entrait en guerre. Le résultat serait un Hezbollah encore plus renforcé et agressif, adossé à un Iran encore plus omniprésent et influent dans la région, et donc d'autant plus capable de dicter les grandes orientations du pays.

Les échos de 1967

Pour revenir à la focale large, celle du Moyen-Orient dans son ensemble, le risque majeur aujourd'hui est de voir s'accélérer une faillite totale des États dans cette région, y compris, comme on l'a vu, celle de l'État israélien lui-même. Dans une analyse « longue durée », les événements du 7 octobre peuvent en effet se lire comme une répétition-actualisation des grands changements politiques entraînés dans la région par la victoire israélienne lors de la guerre des Six Jours en 1967.

Rappelons-le, c'est un véritable séisme intellectuel et politique que celle-ci a provoqué dans la région : c'est alors que se manifeste la faillite dans le monde arabe du grand modèle de l'État progressiste, laïque et modernisateur à la Nasser, et qui laisse la place à l'émergence des mouvements révolutionnaires violents (comme une grande partie des composantes de l'OLP, du Front populaire de libération de la Palestine, de Septembre noir, etc.), qui s'islamiseront plus tard, essentiellement à la

suite de la révolution islamique en Iran (le Hezbollah au Liban, le Hamas en Palestine, etc.)

Aujourd'hui, comme après 1967, les cartes de la politique internationale sont rebattues dans la région, avec un raidissement autour de la question palestinienne qui redevient un terreau fertile pour des mouvements encore plus radicaux, face à des régimes étatiques pour la plupart essoufflés et politiquement faillis.

Pour autant, il faudra à tout prix éviter de tomber dans le piège d'une grille de lecture grossière qui voudrait que l'Occident soit désormais engagé dans une lutte avec le « Sud global », et que Gaza en soit le premier affrontement et la barricade avancée. Il faudra, et vite, sortir de ce récit qui voit en Israël un bastion de la civilisation occidentale dans un Orient barbare ; de même qu'Israël n'est pas une tête de pont de la modernité occidentale en Orient, il n'y a pas d'homogénéité idéologico-politique dans le monde non occidental. *In fine*, la rhétorique du « choc des civilisations », qui revient par la fenêtre de Gaza après être sortie par la porte de l'après 11-Septembre, fait aujourd'hui le jeu des puissances néo-autoritaires et illibérales, et ce serait une erreur fatale que de leur laisser la question palestinienne comme nouvelle bannière d'un anti-impérialisme d'opportunité.

Il s'agit aujourd'hui, au contraire, de recentrer le débat sur l'affrontement de deux nationalismes autour d'une terre. La « question palestinienne » devient de plus en plus – au niveau global – ce qu'a été la « question juive » au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle européen. Le 7 octobre a fait la preuve par le sang qu'on ne saurait y échapper, et qu'elle ne saurait trouver son repos que par la création d'un État palestinien. Entre autres responsabilités, ce sera aussi le rôle des intellectuels – occidentaux avant et plus que les autres – de se saisir de cet enjeu et de le porter.